

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.354/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 novembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant septième modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 3 février 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.354/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 november 2002 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot zevende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 3 februari 2003 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Préambule

1. Il convient de citer, dans le préambule, toutes les dispositions qui attribuent au Gouvernement la compétence de fixer le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, telles qu'elles figurent dans le préambule de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. Les textes visés au préambule doivent l'être en reprenant leur intitulé exact et avec la mention de toutes leurs modifications encore en vigueur. Il convient dès lors, à l'alinéa 3, de reprendre l'intitulé complet de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 1997 "déterminant les modalités particulières d'application des mesures de redistribution du travail applicables aux membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale" et de préciser qu'il a été modifié par un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 février 1998.

3. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 modifiant les articles 19, 21, 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, cité à l'alinéa 4, a été rapporté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 1998 abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 modifiant les articles 19, 21, 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle. Cet alinéa doit, dès lors, être omis.

.../...

Dispositif

Article 1^{er} (article 161 en projet)

Au 3°, il serait préférable de remplacer les mots "congé pour prestations à temps partiel" par les mots "prestations réduites pour convenance personnelle", afin de respecter la terminologie des articles 178 à 178ter en projet.

Article 2 (article 162 en projet)

Eu égard à la gravité des effets attachés à l'absence de comparution devant le service de contrôle médical, il convient que les modalités de convocation de l'agent soient prévues, en ce comprise l'information de ce dernier quant aux conséquences d'un défaut de réponse à une telle convocation.

Articles 15 à 18 (articles 178 à 178ter en projet)

1. Ces articles insèrent dans le Titre VII du Livre premier de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, un nouveau Chapitre IIIbis relatif aux prestations réduites pour convenances personnelles.

Aux termes de l'article 178bis, § 1^{er}, en projet : "... durant la période d'absence, l'agent (bénéficiant du régime de prestations réduites pour convenances personnelles) est en non-activité. Il peut néanmoins faire valoir ses titres à la promotion". Il s'agit d'une spécificité de ce type de congé à temps partiel, par rapport à ceux faisant l'objet du chapitre III du Titre VII du Livre premier de l'arrêté en projet. Ces derniers sont, en effet, assimilés à des périodes d'activités de services (cf. articles 172, alinéa 4, et 173, § 3, en projet).

2. Il convient d'articuler la nouvelle position en projet avec celle qui existe déjà dans le statut (congé pour interruption de carrière, prévu par les articles 168 et suivants, congé en application du régime de la semaine volontaire de quatre jours, prévu par les articles 173 et suivants, congé en application du régime du départ anticipé à mi-temps, prévu par les articles 176 et suivants).

Le projet doit prévoir que l'agent ne peut bénéficier de la position "de non-activité de service à temps partiel" que s'il ne remplit pas ou plus les conditions lui permettant d'obtenir un des congés précités. A défaut, il y aurait une rupture d'égalité dans la mesure où des fonctionnaires se trouvant dans une situation semblable seraient soumis à des régimes différents, notamment en ce qui concerne la position d'activité de service.

3. En tout état de cause, il appartient à l'auteur du projet de régler les conséquences de la nouvelle position de non-activité de service à temps partiel, notamment en ce qui concerne le calcul de l'ancienneté.

Article 25 (article 193 en projet)

Cette disposition vise à parfaire la transposition de la directive 96/34 du Conseil de l'Union européenne du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'obligation qu'ont les Etats membres, en vertu de l'article 2, 1, de cette directive, d'informer la Commission des mesures qu'ils prennent pour garantir les résultats imposés par ladite directive (outre l'obligation d'y faire référence dans les textes qu'ils adoptent ou lors de leur publication officielle).

Articles 26 à 31 (articles 197 à 197sexies en projet)

1. En son avis 30.491/4, donné le 25 avril 2001 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêts public de la Région de Bruxelles-Capitale", la section de législation s'exprimait, à propos de l'article 197 que les articles 26 à 31 du présent projet visent à remplacer, dans les termes suivants :

"L'article 197 fait référence à une disposition de l'ancien arrêté royal fixant les principes généraux. Il y a lieu de la remplacer par une référence à l'article 17, 2°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité.

Par ailleurs, cette disposition est particulièrement succincte par rapport aux différents aspects du congé de maternité.

Il ressort des explications des représentants du ministre que cette section doit être revue pour la compléter davantage notamment quant au travail supplémentaire qui ne peut être exigé d'une femme enceinte et quant au congé de paternité."

Les articles 26 à 31 (congé de maternité) et 32 (congé de paternité) du projet concrétisent cette double intention.

2. Ces dispositions s'inscrivent notamment dans le cadre de la transposition de la directive 92/85/CEE du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (dixième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1^{er}, de la directive 89/391/CEE).

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'obligation qu'ont les Etats membres, en vertu de l'article 14, 3, de cette directive, d'informer la Commission des dispositions de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la directive (outre l'obligation d'y faire référence dans les textes qu'ils adoptent ou lors de leur publication officielle).

Article 32 (article 197septies en projet)

1. Cette disposition organise, pour le père, un congé en remplacement du congé de maternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant. Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 1^{er} de l'article 197septies, en projet, vise uniquement les hypothèses du décès de la mère le jour de l'accouchement ou son hospitalisation depuis le jour de l'accouchement. Il revient à l'auteur du projet de préciser si son intention est de couvrir également l'hypothèse du décès de la mère entre la date de l'accouchement et celle de la fin du congé de maternité, ainsi que l'hypothèse de sa ré-hospitalisation entre ces deux dates.

Si telle est la volonté de l'auteur du projet - ce qui serait plus respectueux du principe de non-discrimination - il convient de modifier la rédaction du paragraphe 1^{er} de l'article 197septies.

2. Dès lors que le texte en projet prévoit un congé en remplacement du congé de maternité "en vue d'assurer l'accueil de l'enfant", il n'y a pas lieu de limiter le congé au père de l'enfant lorsque, dans certaines circonstances, une autre personne que le père, comme par exemple la personne avec qui la mère vivait en couple, peut assurer l'accueil de l'enfant ¹.

3. Il convient de préciser si le congé de remplacement du congé de maternité est cumulable ou non avec le congé visé à l'article 189, alinéa 1^{er}, 2^o, actuel, lequel est augmenté de 4 à 14 jours par l'article 23 du projet.

⁽¹⁾ Comparez avec l'article 189, alinéa 1^{er}, 2^o, actuel, et en projet (article 23 du projet).

Article 34 (article 201 en projet)

La disposition en projet répond aux observations formulées par la section de législation dans son avis 30.491/4, précité, à propos de l'article 201 actuel. Il convient cependant de relever que le Gouvernement n'est pas compétent pour imposer des obligations au médecin de l'agent. S'agissant d'une dérogation au secret professionnel du médecin traitant, cette matière ne peut en principe être réglée que par la loi. Une autre solution pourrait consister à prévoir, dans le texte en projet, que la communication doit se faire avec l'accord de l'agent.

Article 38 (article 222, §1^{er}, en projet)

Il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 1^{er} du projet (article 161, en projet).

Article 43 (article 234bis en projet)

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, cette disposition fait double emploi avec la modification opérée par l'article 41, 2°, du projet.

Article 45 (article 246 en projet)

La disposition en projet vise à prévoir deux nouvelles hypothèses donnant lieu à l'octroi de congé pour exercer un mandat politique. Pour des raisons de lisibilité, il serait préférable de modifier cette disposition afin de conserver le système actuel d'énumération croissante en fonction du nombre de jours de congé auquel les hypothèses citées donnent droit.

Article 46 (article 417 en projet)

L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 modifiant les articles 19, 21, 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, que l'article 417, 28°, en projet, vise à abroger "pour ce qui concerne les agents soumis au présent statut" a été rapporté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 1998 abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 modifiant les articles 19, 21, 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle. L'article 417, 28°, en projet, doit dès lors être omis.

Observations de forme

Certaines dispositions de la version néerlandaise du projet sont susceptibles d'amélioration du point de vue de la légistique et de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites ci-dessous quelques observations ou propositions de texte.

Préambule

A l'alinéa 5, la directive 92/85 n'est pas citée correctement.

A l'alinéa 8, il faut écrire : "... akkoordbevinding van de Minister van Begroting van ..." Cette observation vaut, mutatis mutandis, pour l'ensemble du projet.

A l'alinéa 14, il faut écrire : "Gelet op protocol nr. ... van sectorcomité XV ...".

DispositifArticle 7

A l'article 173, §2, alinéa 2, en projet, il faut écrire "met toestemming" au lieu de "middels de toelating". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 12

A l'article 176, §2, en projet, il faut écrire "met inachtneming van een opzegging" au lieu de "mits een opzegging".

Article 15

Au titre VI, en projet, il faut écrire : "Verminderde prestaties om persoonlijke redenen". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 16

A l'article 178, §5, en projet, il faut écrire : "... hervatten voordat ... verstrijkt, met inachtneming van een opzegperiode ...".

Article 18

A l'article 178ter, 8°, en projet, il faut écrire "politieke fractie" au lieu de "politieke groep".

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. In de aanhef moeten alle bepalingen waarbij aan de Regering de bevoegdheid wordt verleend om het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vast te stellen, worden aangehaald zoals ze voorkomen in de aanhef van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

2. De in de aanhef vermelde regelingen moeten worden aangehaald met hun correcte opschrift en met vermelding van alle nog van kracht zijnde wijzigingen. In het derde lid moet dus het volledige opschrift van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 1997 tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid, toepasselijk op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren, worden vermeld en moet worden verduidelijkt dat het besluit is gewijzigd bij een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 februari 1998.

3. Het in het vierde lid vermelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 1997 tot wijziging van de artikels 19, 21, 22, 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid is ingetrokken bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 februari 1998 tot opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 1997 tot wijziging van de artikels 19, 21, 22, 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid. Dat lid moet dus vervallen.

.../...

Dispositief

Artikel 1 (ontworpen artikel 161)

In onderdeel 3° zou het beter zijn de woorden "het verlof voor deeltijdse prestaties" te vervangen door de woorden "de verminderde prestaties om persoonlijke redenen", teneinde de terminologie in acht te nemen die in de ontworpen artikelen 178 tot 178ter wordt gebruikt.

Artikel 2 (ontworpen artikel 162)

Gelet op de ernstige gevolgen die aan het niet-verschijnen voor de medische controledienst verbonden worden, moet nader worden bepaald hoe de ambtenaar wordt opgeroepen, inclusief hoe hij wordt ingelicht over de gevolgen die het niet-ingaan op zulk een oproeping heeft.

Artikelen 15 tot 18

(ontworpen artikelen 178 tot 178ter)

1. Bij die artikelen wordt in titel VII, boek I, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een nieuw hoofdstuk IIIbis ingevoegd, met als opschrift "verminderde prestaties voor persoonlijke redenen".

Het ontworpen artikel 178bis, § 1, bepaalt: "... Tijdens de duur van afwezigheid is de ambtenaar (die gebruik maakt van de regeling van verminderde prestaties om persoonlijke redenen) op non-activiteit. Hij kan niettemin zijn aanspraken op bevordering doen gelden". Het gaat om een specifiek kenmerk van dat soort deeltijds verlof in vergelijking met de verloven genoemd in hoofdstuk III van titel VII van boek I van het ontworpen besluit. Die verloven worden immers gelijkgesteld met dienstactiviteit (cf. artikel 172, vierde lid, en het ontworpen artikel 173, § 3).

.../...

2. De nieuwe ontworpen stand moet worden afgestemd op de stand die al bestaat in het statuut (verlof voor loopbaanonderbreking, bepaald in de artikelen 168 en volgende, verlof onder het stelsel van de vrijwillige vierdaagse werkweek, bepaald in de artikelen 173 en volgende en verlof onder het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding, bepaald in de artikelen 176 en volgende).

In het ontwerp moet worden bepaald dat de ambtenaar alleen in aanmerking komt voor de stand "deeltijdse non-activiteit" als hij niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden die hem in staat stellen om één van de genoemde verloven te verkrijgen. Zo niet, zou de gelijkheid worden geschonden, aangezien ambtenaren die zich in een soortgelijke situatie bevinden, onder verschillende regelingen zouden vallen, in het bijzonder wat de stand dienstactiviteit betreft.

3. De steller van het ontwerp dient hoe dan ook de gevolgen van de nieuwe stand deeltijdse non-activiteit te regelen, in het bijzonder wat de berekening van de anciënniteit betreft.

Artikel 25 (ontworpen artikel 193)

Deze bepaling heeft tot doel de omzetting van richtlijn 96/34 van de Raad van de Europese Unie van 3 juni 1996 betreffende de door de UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof.

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat de lidstaten krachtens artikel 2, lid 1, van die richtlijn verplicht zijn om de Commissie in kennis te stellen van de maatregelen die ze nemen om de in die richtlijn voorgeschreven resultaten te waarborgen (naast de verplichting om naar die richtlijn te verwijzen in de regelingen die ze vaststellen of bij de officiële bekendmaking ervan).

Artikelen 26 tot 31

(ontworpen artikelen 197 tot 197sexies)

1. De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 30.491/4, uitgebracht op 25 april 2001, over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" het volgende gezegd over artikel 197 tot vervanging waarvan de artikelen 26 tot 31 van dit ontwerp strekken :

"Artikel 197 verwijst naar een bepaling van het vroegere koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes. Die verwijzing moet worden vervangen door een verwijzing naar artikel 17, 2°, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000.

Die bepaling is bovendien bijzonder summier wat de verschillende aspecten van het bevallingsverlof betreft.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister moet afdeling 4 worden aangevuld, inzonderheid met betrekking tot het extra werk dat niet kan worden geëist van een zwangere vrouw, en tot vaderschapsverlof."

Met de artikelen 26 tot 31 (bevallingsverlof) en 32 (vaderschapsverlof) van het ontwerp wordt hieraan concreet tegemoetgekomen.

2. Deze bepalingen vormen meer bepaald een onderdeel van de omzetting van richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie (tiende bijzondere richtlijn in de zin van artikel 16, lid 1, van richtlijn 89/391/EEG).

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de lidstaten krachtens artikel 14, lid 3, van die richtlijn verplicht zijn de Commissie op de hoogte te brengen van de bepalingen van intern recht die ze op het onder deze richtlijn vallende gebied vaststellen (benevens de verplichting om ernaar te verwijzen in de regelingen die ze vaststellen of bij de officiële bekendmaking daarvan).

.../...

Artikel 32 (ontworpen artikel 197septies)

1. Deze bepaling voorziet voor de vader in een verlof ter vervanging van het bevallingsverlof om voor de opvang van het kind te zorgen. Zoals hij is gesteld slaat de ontworpen paragraaf 1 van artikel 197septies alleen op de gevallen waarbij de moeder overlijdt op de dag van de bevalling of in het ziekenhuis wordt opgenomen vanaf de dag van de bevalling. De steller van het ontwerp dient duidelijker aan te geven of het zijn bedoeling is dat deze regeling ook geldt wanneer de moeder overlijdt tussen de datum van de bevalling en de datum waarop het bevallingsverlof eindigt, of wanneer ze tussen die twee data opnieuw in het ziekenhuis wordt opgenomen.

Indien dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp - waardoor het niet-discriminatiebeginsel beter geëerbiedigd zou worden - dient de redactie van paragraaf 1 van artikel 197septies gewijzigd te worden.

2. Aangezien de ontworpen regeling voorziet in een verlof ter vervanging van het bevallingsverlof "om in de opvang van het kind te voorzien", is er geen reden om het verlof te beperken tot de vader van het kind, indien, in sommige omstandigheden, iemand anders dan de vader, zoals bijvoorbeeld de persoon met wie de moeder samenleefde, de opvang van het kind kan verzorgen ¹.

3. Er dient gepreciseerd te worden of het verlof ter vervanging van het bevallingsverlof al dan niet gecumuleerd mag worden met het verlof bedoeld in het huidige artikel 189, eerste lid, 2°, dat bij artikel 23 van het ontwerp van 4 op 14 dagen wordt gebracht.

⁽¹⁾ Vergelijk met het huidige en ontworpen (artikel 23 van het ontwerp) artikel 189, eerste lid, 2°.

Artikel 34 (ontworpen artikel 201)

De ontworpen bepaling komt tegemoet aan de opmerkingen gemaakt door de afdeling wetgeving in haar genoemde advies 30.491/4 over het huidige artikel 201. Er dient evenwel op gewezen te worden dat de Regering niet bevoegd is om verplichtingen op te leggen aan de geneesheer van de ambtenaar. Aangezien het gaat om een afwijking van het beroepsgeheim van de behandelend geneesheer, kan die materie in principe alleen geregeld worden bij wet. Een andere oplossing zou erin kunnen bestaan dat in de ontworpen regeling bepaald wordt dat de betrokken informatie alleen mag worden meegedeeld wanneer de ambtenaar daarmee instemt.

Artikel 38 (ontworpen artikel 222, § 1)

Verwezen wordt naar de opmerking gemaakt over artikel 1 van het ontwerp (ontworpen artikel 161).

Artikel 43 (ontworpen artikel 234bis)

De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat deze bepaling de wijziging die wordt aangebracht bij artikel 41, 2°, van het ontwerp, overlapt.

Artikel 45 (ontworpen artikel 246)

De ontworpen bepaling strekt ertoe te voorzien in twee nieuwe situaties die aanleiding geven tot verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat. Ter wille van de leesbaarheid zou het beter zijn die bepaling te wijzigen om het huidige systeem te handhaven waarbij de opsomming geschiedt in opklimmende volgorde volgens het aantal dagen verlof waarop de genoemde situaties recht geven.

Artikel 46 (ontworpen artikel 417)

Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 1997 tot wijziging van de artikels 19, 21, 22, 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, tot opheffing waarvan het ontworpen artikel 417, 28°, strekt "voor de ambtenaren onderworpen aan dit statuut", is ingetrokken bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 februari 1998 tot opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 1997 tot wijziging van de artikels 19, 21, 22, 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid. Het ontworpen artikel 417, 28°, moet bijgevolg vervallen.

Vormopmerkingen

Sommige bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp behoeven verbetering uit een oogpunt van wetgevingstechniek en correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen worden hierna, bij wijze van voorbeeld, enige opmerkingen gemaakt, respectievelijk tekstvoorstellen gedaan.

Aanhef

In het vijfde lid is richtlijn 92/85 onjuist geciteerd.

In het achtste lid schrijve men : "... akkoordbevinding van de Minister van Begroting van ..." Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor het tiende lid.

In het veertiende lid schrijve men : "Gelet op protocol nr. ... van sectorcomité XV ..."

.../...

DispositiefArtikel 7

In het ontworpen artikel 173, § 2, tweede lid, schrijve men "met toestemming" in plaats van "middels de toelating". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 12

In het ontworpen artikel 176, § 2, schrijve men "met inachtneming van een opzegging" in plaats van "mits een opzegging".

Artikel 15

In de ontworpen titel VI schrijve men : "Verminderde prestaties om persoonlijke redenen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 16

In het ontworpen artikel 178, § 5, schrijve men : "... hervatten voordat ... verstrijkt, met inachtneming van een opzegperiode ...".

Artikel 18

In het ontworpen artikel 178ter, 8°, schrijve men "politieke fractie" in plaats van "politieke groep".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS